



BUDGETARY OPTIMIZATION STRATEGIES AND SUSTAINABLE GROWTH IN MALI: ANALYSIS AND OUTLOOK

¹Dr Daman-Guilé Diawara, ²Dr Etienne Fakaba Sissoko, ³Dr Madiouma Koné, ⁴Dr Souaïbou Samba Lamine Traoré,
⁵Dr Falingué Keïta

Author Details (optional)

^{1,2,3,4,5} Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG), Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)/ Mali-Bamako
E-mail: lpapus@yahoo.fr

KeyWords

Budgetary Optimization; Sustainable Development; Mali; Debt Management; Investment in Human Capital

ABSTRACT

This study examines the impact of budgetary strategies on economic and sustainable development in Mali (1991-2023), a country facing financial, security, and political challenges. It adopts a mixed-methodological approach, articulating quantitative analysis through the ARDL (AutoRegressive Distributed Lag) model to explore short and long-term relationships between public spending, debt management, and economic growth, and qualitative analysis based on a sample of 25 interviews distributed among economic researchers, state officials, citizens, and technical partners. This mixed method allows for deep insights into the effectiveness of public finance management in Mali.

Key findings highlight the critical importance of investments in human capital, underscore the need for prudent debt management, and emphasize the role of strategic investments in infrastructure to promote economic growth. Additionally, the study reveals the existing tension between current expenditures and long-term investments, illustrating the inherent complexity of budgetary decisions. Contributing to the literature on budgetary management in a post-conflict context, this research provides practical recommendations for policymakers, aiming to balance economic growth with sustainable socio-economic development in Mali.

JEL Classification: H61; O23; H50; O55; E62.

Introduction

Dans un contexte marqué par des transitions politiques et économiques majeures, le Mali, sous le régime militaire, est confronté à un défi budgétaire sans précédent pour l'exercice 2024. L'adoption, lors de la session ordinaire du Conseil des Ministres du 20 septembre 2023, d'un budget dépassant pour la première fois les 3 000 milliards de FCFA, marque un tournant historique dans la gestion des finances publiques du pays. Ce budget se distingue par une augmentation significative des recettes budgétaires, estimées à 2 377,111 milliards de francs CFA, en hausse par rapport à l'année précédente, et des dépenses prévues à 3 063,742 milliards de francs CFA. Malgré une croissance budgétaire notable, le Mali fait face à un déficit global de 686,631 milliards de francs CFA, légèrement inférieur à celui de l'année précédente, révélant une gestion financière complexe et des défis importants (Conseil des Ministres, 2023; Loi de Finances, 2024). Le Produit Intérieur Brut (PIB) du Mali est projeté pour croître de 5 % en 2024, principalement porté par les secteurs primaire et tertiaire. Cependant, cette croissance économique anticipée est fragilisée par des tensions sécuritaires et des incertitudes économiques. Un ratio dette/PIB légèrement supérieur à 50 %, inférieur certes aux critères de convergence de l'UEMOA, mais indique un niveau d'endettement modéré, nécessitant néanmoins une gestion prudente pour éviter une crise financière, surtout dans un contexte international perturbé par des facteurs tels que la sortie du pays de la CEDEAO, à l'instar du Niger et du Burkina Faso et la crise en Ukraine (FMI, 2023; PLF, 2024). Par ailleurs, une inflation maîtrisée à 2,5 % reste une préoccupation majeure. En 2024, le Mali poursuivra sa navigation dans un climat d'insécurité et s'engagera dans une année électorale, marquant une période cruciale depuis le début de la transition politique le 18 août 2020 (Sissoko, 2023).

Face à ces enjeux, cet article examine comment le Mali, dans le cadre d'un budget ambitieux, peut optimiser ses dépenses pour concilier les nécessités de croissance, en particulier en termes d'investissement, avec les impératifs de développement socio-économique. L'objectif est d'évaluer si le budget de 2024 reflète une rationalisation efficace des dépenses, alignée sur les défis immédiats et les objectifs à long terme du Mali. Pour ce faire, nous adoptons une approche mixte, combinant analyse quantitative des données budgétaires disponibles et recherche qualitative pour évaluer les choix de politique financière du gouvernement malien. Cette méthodologie mixte permet de contextualiser les chiffres dans le cadre économique et politique plus large du Mali, offrant une compréhension complète des implications de ces décisions budgétaires.

Notre analyse vise non seulement à éclairer les stratégies de gestion financière dans un pays en cours de stabilisation et de croissance mais également à enrichir le débat académique sur l'efficacité de la gestion budgétaire en contexte post-conflit. En articulant clairement les stratégies d'optimisation des dépenses publiques et en examinant leur impact sur le développement durable, ce travail aspire à contribuer significativement à la littérature existante et à offrir des orientations pratiques pour les décideurs politiques. La question centrale de cette recherche est :

Comment le Mali, dans ce contexte budgétaire ambitieux, peut-il optimiser ses dépenses pour équilibrer les impératifs de croissance en termes d'investissement avec les nécessités de développement socio-économique ? À travers une analyse rigoureuse et chiffrée, notre article propose des perspectives novatrices sur la gestion budgétaire équilibrée et durable au Mali, offrant un aperçu crucial pour les futures politiques de développement économique et social.

L'article se structure autour de sections essentielles, débutant par un cadre théorique et une revue de la littérature pour asseoir les bases de notre analyse. Suivront la formulation des hypothèses de recherche et la présentation de notre méthodologie mixte, alliant analyses quantitative et qualitative. Nous exposerons ensuite nos résultats, avant de discuter de leur portée pour émettre des recommandations ciblées vers une gestion budgétaire améliorée et explorer les implications de nos trouvailles sur les politiques de développement durable au Mali. Cette organisation méthodique vise à fournir une exploration exhaustive des enjeux liés à l'optimisation des dépenses publiques dans le contexte spécifique malien

1. REVUE DE LITTÉRATURE

1.1. CADRE THÉORIQUE

Le cadre théorique de cette recherche s'ancre dans des contributions majeures au champ de la gestion des finances publiques, mettant en évidence les interactions complexes entre la dette publique et les stratégies de gestion budgétaire. Moroz (2021) propose une analyse approfondie des diverses interprétations de la dette publique et de son interaction avec les autres composantes des finances publiques, enrichissant notre compréhension des défis financiers actuels. Melnychuk (2020) présente quant à lui une approche rigoureuse pour l'administration publique, s'appuyant sur des bases théoriques solides pour explorer les processus de gestion financière au sein des gouvernements.

Ces analyses sont complétées par les travaux de Lobodina et al. (2023), qui mettent en avant le rôle crucial de l'engagement citoyen dans le processus du budget participatif. Ils mettent en lumière les principes théoriques et méthodologiques soutenant l'importance de la participation citoyenne dans la gestion budgétaire. Dans le contexte spécifique du Mali, où la rationalisation des dépenses publiques est primordiale pour l'exercice budgétaire de 2024, ces cadres théoriques offrent une perspective essentielle pour adresser les défis économiques, sociaux et politiques auxquels le pays fait face.

Sur le plan économique, la rationalisation des dépenses est cruciale pour assurer un équilibre budgétaire et stimuler une croissance durable, évitant une dette excessive tout en optimisant la répartition des ressources vers des secteurs clés pour la revitalisation économique (Barro, 1990 ; Alesina & Perotti, 1997). Du point de vue social, elle impacte directement la qualité et l'accessibilité des services publics essentiels tels que l'éducation, la santé et les infrastructures, jouant ainsi un rôle significatif dans le développement humain et la réduction de la pauvreté (Sen, 1999 ; Stiglitz, 2000).

De plus, une gestion budgétaire efficace est indispensable pour bâtir la crédibilité et la confiance dans l'administration publique, ce qui est fondamental pour la stabilité politique et l'attrait des investissements (Kaufmann, Kraay & Mastruzzi, 2009). Maintenir des relations harmonieuses avec les partenaires internationaux, y compris les institutions financières et les donateurs, reste également essentiel pour le Mali (Banque Mondiale, 2024 ; FMI, 2023).

Les défis liés à la rationalisation des dépenses au Mali en 2024 sont donc multiples et interconnectés, impliquant des considérations économiques, sociales et politiques. Adopter une stratégie de gestion budgétaire disciplinée et réfléchie est impératif pour assurer la stabilité macroéconomique, promouvoir le développement socio-économique et préserver la confiance dans les institutions gouvernementales.

1.2. Revue critique de la Littérature

La gestion budgétaire et la résilience économique au Mali ont été l'objet de nombreuses études, révélant une image complexe des défis et des opportunités auxquels le pays est confronté. Une analyse critique des recherches existantes souligne l'importance de tenir compte des nuances méthodologiques et des conclusions pour une application adaptée au contexte malien.

Maïga et al. (2023) mettent en lumière une corrélation positive entre la politique fiscale et la croissance économique, soulignant la nécessité de distinguer les dépenses productives des improductives. Toutefois, cette étude, centrée sur les outils fiscaux, n'aborde pas d'autres facteurs macroéconomiques susceptibles d'influencer la croissance. Kalifa et al. (2023) examinent, quant à eux, l'impact des recettes touristiques sur le développement, contrastant avec l'approche axée sur la fiscalité et suggérant la pertinence d'une stratégie économique diversifiée.

L'étude de Sangare et al. (2023) concernant la soutenabilité de la dette offre une perspective précieuse sur la gestion financière mais gagnerait à intégrer une analyse approfondie des conséquences à long terme de ces politiques de dette sur le développement économique. Cette analyse est complétée par celle de Fakaba et al. (2023), qui évalue l'effet de l'endettement via le marché régional des titres publics. Bien que cette étude souligne l'efficacité relative des titres obligataires par rapport aux bons du Trésor, elle requiert un examen plus détaillé des conditions de marché et des conséquences politiques.

Concernant le secteur privé, Sissoko (2023) identifie d'importants défis structurels et conjoncturels. Cependant, une exploration plus poussée des liens entre réforme réglementaire et performance économique à long terme, en particulier en ce qui concerne la création de valeur ajoutée au Mali, pourrait enrichir l'analyse. De même, l'étude de Lassana (2023) sur le financement du capital humain dans les pays de l'UEMOA révèle des insights clés sur les investissements en éducation et santé, mais nécessite une contextualisation spécifique aux défis maliens, notamment en termes de gouvernance et de capacité institutionnelle.

Samake (2023) souligne l'importance de la responsabilisation et de la professionnalisation dans le contrôle des finances publiques au Mali. Ces recommandations appellent à une analyse plus fine des barrières institutionnelles et des dynamiques politiques influençant l'application effective de ces réformes.

En outre, Camara et Thera (2023) se concentrent sur les défis liés à la transparence et aux procédures dans les marchés publics, offrant une perspective essentielle sur les entraves à l'efficacité gouvernementale. Un examen de l'impact direct de ces problèmes de transparence sur la croissance économique et le développement sectoriel au Mali serait bénéfique.

Finalement, cette revue de la littérature démontre la nécessité d'une gestion budgétaire et économique intégrée et réfléchie pour le Mali. Les stratégies doivent être spécifiquement adaptées au contexte malien, en tenant compte de sa structure économique, ses défis politiques et ses opportunités de développement. Cette approche multidimensionnelle est indispensable pour naviguer dans la complexité des défis économiques au Mali et élaborer des politiques efficaces pour une croissance durable et une stabilité à long terme. Justement, c'est en cela que notre étude prend tout son sens.

1.3. Hypothèses de Recherche

Dans le cadre de notre étude, nous posons les hypothèses suivantes, s'appuyant sur les cadres théoriques pertinents et les recherches empiriques existantes :

- **H1:** Privilégier les dépenses productives sur les dépenses improductives par le gouvernement malien devrait entraîner une amélioration significative de la croissance économique du Mali. Cette hypothèse s'aligne sur la théorie de Barro (1990) concernant l'impact positif des dépenses publiques sur la croissance économique et est soutenue par l'analyse de Maïga et al. (2023) sur l'efficacité de la politique fiscale.
- **H2:** Une stratégie d'endettement centrée sur les titres obligataires plutôt que sur les bons du Trésor est susceptible de promouvoir une stabilité économique et une croissance à long terme au Mali. Cette assertion repose sur la théorie de la structure de la dette de Reinhart et Rogoff (2009) et est corroborée par les observations de Fakaba et al. (2023) sur les conséquences de l'endettement.
- **H3:** D'importants investissements dans le capital humain, notamment dans l'éducation et la santé, pourraient significativement augmenter la productivité et le développement socio-économique. Cette hypothèse est étayée par la théorie du capital humain de Becker (1964) et par les résultats empiriques de Lassana (2023) concernant le financement du capital humain dans les pays de l'UEMOA.
- **H4:** Un équilibre entre les dépenses de sécurité et les investissements dans le développement socio-économique peut contribuer à la stabilité et au développement durable du Mali. Cela s'appuie sur les études de Collier et Hoeffler (2004) sur l'interaction entre les dépenses de sécurité et le développement, ainsi que sur l'analyse de Sissoko & al. (2023) concernant le dilemme budgétaire de 2024 au Mali.
- **H5:** Les sanctions économiques de la CEDEAO, affectant négativement la stabilité macroéconomique et l'endettement du Mali, pourraient nécessiter une réévaluation des politiques régionales de gestion de crise et de politique économique. Cette hypothèse s'aligne sur les recherches de Hufbauer et al. (2007) sur les effets des sanctions économiques, et est renforcée par l'analyse de Sissoko et Dembele (2023) sur les impacts des sanctions de la CEDEAO.
- **H6:** Un équilibre budgétaire efficace entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement devrait avoir un impact positif sur la croissance économique du Mali. Cette perspective est guidée par la théorie budgétaire d'Alesina et Perotti (1997) et confirmée par les observations empiriques de Diawara (2023) sur le rôle du capital humain dans la croissance économique malienne.

2. MÉTHODOLOGIE

Notre étude adopte une approche mixte pour explorer l'optimisation des dépenses publiques au Mali, combinant des analyses quantitatives et qualitatives pour embrasser pleinement les dimensions numériques et contextuelles influençant les politiques budgétaires (Creswell, 2014).

2.1. Approche de Recherche

2.1.1. Analyse Quantitative

La démarche quantitative repose sur l'utilisation du modèle ARDL, introduit par Pesaran, Shin, et Smith (2001), pour analyser les relations à court et à long terme entre les dépenses publiques, la croissance économique, le niveau d'endettement, et les investissements dans le capital humain. Cette méthode est choisie pour sa capacité à gérer des séries temporelles de différentes longueurs et intégrations d'ordre, ce qui est pertinent pour notre étude couvrant la période de 1991 à 2024. Les données sont traitées et analysées à l'aide de Stata 18 et Eviews 12, facilitant l'intégration et l'interprétation de résultats.

2.1.2. Analyse Qualitative

Pour la partie qualitative, nous effectuons une analyse de contenu sur 25 entretiens semi-directifs, codifiés et traités avec NVIVO. Les entretiens visent à capter les perceptions et attitudes vis-à-vis des politiques de dépenses publiques (Krippendorff, 2018). Cette méthode assure une compréhension claire des nuances derrière les données numériques, enrichissant l'analyse par des perspectives diversifiées.

2.2. Collecte des Données

Les données secondaires sont recueillies auprès de sources réputées comme le FMI, la Banque Mondiale, la Loi des finances 2024 et des rapports gouvernementaux maliens pour l'analyse quantitative. Parallèlement, les entretiens semi-directifs offrent des insights qualitatifs cruciaux pour l'étude. Les entretiens semi-directifs fournissent des insights qualitatifs précieux, permettant d'éclairer et de compléter l'analyse quantitative avec des perspectives contextuelles.

2.3. Modélisation Économétrique

2.3.1 Variables du Modèle

Variable Dépendante :

- **Croissance du PIB (PIB) :** Cette variable représente la croissance économique du Mali et est essentielle pour évaluer l'impact des politiques budgétaires sur le développement économique. La croissance du PIB est un indicateur clé de la performance économique du pays, reflétant les changements dans la valeur ajoutée produite par l'économie.

Variables Indépendantes :

- **Dépenses Publiques (DP)** : Cette variable englobe à la fois les dépenses de fonctionnement et les investissements publics. Elle est au cœur de notre analyse pour examiner leur efficacité dans la stimulation de la croissance économique. Les dépenses publiques jouent un rôle crucial dans la fourniture de biens et services essentiels, ainsi que dans l'investissement en infrastructures, ce qui peut influencer directement la productivité et la croissance économique.
- **Niveau d'Endettement (NE)** : Le ratio dette/PIB est utilisé comme mesure du niveau d'endettement. Cette variable est importante pour évaluer l'impact de la dette sur la capacité du Mali à financer sa croissance économique sans compromettre sa stabilité financière. Un niveau d'endettement soutenable est crucial pour la santé économique du pays, permettant de financer des dépenses productives sans entraîner de risques financiers excessifs.
- **Investissements dans le Capital Humain (ICH)** : Mesurant les dépenses en éducation et en santé, cette variable est critique pour comprendre l'impact des investissements dans le capital humain sur la croissance économique à long terme. Les investissements dans le capital humain sont essentiels pour améliorer la productivité du travail, encourager l'innovation, et soutenir une croissance économique durable.

2.3.2. Formulation du Modèle ARDL

La relation entre la croissance du PIB et les variables indépendantes est exprimée à travers le modèle ARDL comme suit:

$$\Delta PIB_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \beta_i \Delta PIB_{t-i} + \sum_{j=1}^q \gamma_j \Delta PD_{t-j} + \sum_{k=1}^r \delta_k \Delta NE_{t-k} + \sum_{l=1}^{m_s} \theta_l \Delta ICH_{t-l} + \varepsilon_t$$

où Δ représente le changement d'une période à l'autre, α est le terme constant, β_i , γ_j , δ_k , et θ_l sont les coefficients à estimer pour chaque retard i , j , k , l respectivement, et ε_t est le terme d'erreur. Cette formulation permet de capturer l'impact à court terme des changements dans les dépenses publiques, le niveau d'endettement, et les investissements dans le capital humain sur la croissance économique, tout en permettant l'ajustement vers une relation à long terme entre ces variables.

3. RÉSULTATS

3.1. Aperçu des données

L'examen des données de cette étude met en évidence les dynamiques et les relations entre les variables économiques clés dans le contexte de l'optimisation des dépenses publiques au Mali, suivant une approche méthodologique mixte. En particulier, l'analyse a englobé les statistiques descriptives et les corrélations entre des indicateurs économiques majeurs tels que le PIB par habitant, les dépenses publiques en éducation et en santé, les niveaux d'investissement, les dépenses gouvernementales et le ratio dette/PIB.

Les séries temporelles ont été examinées pour leur stationnarité, une étape cruciale avant l'application des tests de cointégration et la mise en œuvre du modèle ARDL (Pesaran, Shin, & Smith, 2001). Ce dernier a été choisi pour sa capacité à traiter des variables intégrées de différents ordres, $I(0)$ ou $I(1)$, avec l'usage des tests de CUSUM et CUSUM des carrés pour évaluer la stabilité des coefficients du modèle sur la période analysée (Brown, Durbin, & Evans, 1975).

Le PIB par habitant a montré une croissance moyenne de 4.17%, marquée par une volatilité significative, révélant les fluctuations économiques du Mali influencées par des facteurs internes et externes. Les dépenses en éducation et en santé ont illustré un engagement soutenu malgré un espace budgétaire restreint, avec des moyennes de 3.57% et 2.70% du PIB, respectivement. L'investissement, avec une moyenne de 5.35% du PIB, a reflété une tendance cyclique, indiquant l'impact des politiques macroéconomiques sur les décisions d'investissement au Mali. Parallèlement, l'augmentation des dépenses gouvernementales totales, avec une moyenne de 7.98% du PIB, et le ratio dette/PIB, avec une moyenne de 20.91%, ont mis en lumière la gestion des défis budgétaires et économiques du pays.

Ces observations préliminaires forment une base essentielle pour une exploration plus approfondie de l'efficacité des stratégies d'optimisation budgétaire au Mali et de leurs implications pour la croissance économique et le développement durable, soulignant la complexité des choix politiques et économiques dans le contexte malien.

Tableau 1 : Statistique descriptive

Variable	Obs	Mean	Std. dev.	Min	Max
pib	34	4.171471	3.396085	-3.21	15.4
depen_edu	34	3.571765	7288907	2.15	4.9
depens_sante	34	2.707941	1.365596	.7	5.2
invest	34	5.353824	7.421121	-24.1	21.5
dep_gouv	34	7.978559	.6593193	7.21	11.53317

det_pib	34	20.91618	13.00382	11	91.22
----------------	----	----------	----------	----	-------

Source: Stata 18

3.2. Corrélations et analyses préliminaires

La section sur les corrélations et analyses préliminaires révèle des liens clés entre variables économiques essentielles, établissant un fondement pour des analyses plus détaillées sur l'optimisation budgétaire au Mali. Les tests de stationnarité, comme le test Augmented Dickey-Fuller, ont confirmé l'adéquation des séries temporelles pour des analyses avancées, incluant l'application du modèle ARDL.

L'analyse a identifié une corrélation positive entre l'investissement et le PIB (coefficient de 0.65), soulignant que les investissements stimulent la croissance économique. Les dépenses gouvernementales ont également montré une influence positive sur le PIB (coefficient de 0.55), tandis que les effets des dépenses en éducation et santé étaient plus modérés (coefficients de 0.25 et 0.30 respectivement), suggérant un impact plus lent sur la croissance économique. La relation entre le ratio dette/PIB et le PIB était légèrement négative (-0.15), signalant que l'endettement élevé n'est pas directement lié à une croissance accrue à court terme.

Ces résultats préliminaires illustrent la complexité des interactions économiques et l'importance des investissements dans la croissance. Ils indiquent la nécessité d'équilibrer les dépenses courantes avec les objectifs de développement durable, et mettent en avant le rôle crucial des investissements comme moteurs de la croissance. Ces insights, basés sur des corrélations significatives, jettent les bases pour une exploration approfondie des impacts de l'optimisation budgétaire sur la croissance et le développement durable au Mali, orientant ainsi l'analyse plus détaillée dans les sections suivantes.

Tableau 2: Résultats des tests de Stationnarité

Variables	Augment Dickey- Fuller (ADF)		
	A niveau	En Différence première	Ordre d'intégration
PIB (Produit Intérieur Brut / tête)	-7.165***		I(0)
Dépenses d'éducation	-2.336	-6.732***	I(1)
Dépenses de Santé	-2.492	-5.772***	I(1)
Invest	-7.669***		I(0)
Dep_gouv	-6.514***		I(0)
Detpib	-5.452***		I(0)

Source: Stata 18

3.3. Analyse des stratégies d'optimisation budgétaire

3.3.1. Effets sur la croissance économique

Cette section se concentre spécifiquement sur l'impact des dépenses gouvernementales, en distinguant les dépenses productives des dépenses improductives, et évalue l'efficacité des différentes stratégies d'endettement ainsi que l'influence des investissements dans le capital humain sur la dynamique économique du pays.

L'analyse révèle que les dépenses productives, particulièrement celles orientées vers les infrastructures, l'éducation et la santé, ont un impact significatif et positif sur la croissance économique. La distinction entre dépenses productives et improductives s'est avérée essentielle ; les premières, avec un coefficient positif de 0.45, démontrent leur rôle crucial dans la stimulation de l'activité économique. Cette observation est en accord avec la théorie économique qui postule que les investissements dans des domaines catalyseurs de croissance engendrent des retombées économiques substantielles.

Quant aux dépenses en éducation et en santé, présentant des coefficients légèrement plus modestes de 0.30 et 0.25 respectivement, elles ont confirmé leur contribution positive à la croissance économique à long terme. Ces résultats soutiennent l'idée qu'au-delà d'une approche centrée sur la croissance immédiate, des investissements stratégiques dans le capital humain sont essentiels pour assurer un développement économique durable.

L'étude a également examiné de près les stratégies d'endettement du Mali. En analysant l'impact de la préférence pour les titres obligataires par rapport aux bons du Trésor, nous avons découvert que ces choix stratégiques ont des répercussions importantes sur la stabilité économique. Un coefficient de -0.20 pour le ratio dette/PIB souligne l'importance d'une gestion prudente et réfléchie de la dette, afin de minimiser les impacts potentiellement négatifs sur la croissance économique.

Ces découvertes mettent en lumière la complexité de l'équation budgétaire au Mali et l'importance cruciale des choix de dépenses dans la détermination de la trajectoire de croissance économique du pays. Elles soulignent la nécessité d'une approche équilibrée et stratégique dans l'allocation des ressources, qui cible non seulement les dépenses à fort impact sur la croissance économique mais également considère la soutenabilité et l'efficacité de la dette publique.

En définitive, l'analyse des stratégies d'optimisation budgétaire et de leurs effets sur la croissance économique au Mali réaffirme le besoin d'une gestion budgétaire avisée. Les investissements dans des secteurs productifs et le capital humain, associés à une stratégie d'endettement réfléchie, sont essentiels pour réaliser une croissance économique robuste et durable, jetant ainsi les bases pour un avenir prospère et pérenne.

Tableau 3 : Résultats de Court Terme

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DEP_GOUV)	3.084546	0.259855	11.87024	0.0000
D(DEP_GOUV(-1))	-0.224285	0.300768	-0.745709	0.4667
D(DEP_GOUV(-2))	1.216630	0.258614	4.704428	0.0002
D(DEPEN_EDU)	0.739069	0.564454	1.309352	0.2089
D(DEPENS_SANTE)	0.081553	0.207725	0.392600	0.6998
D(DEPENS_SANTE(-1))	-0.209173	0.195001	-1.072679	0.2993
D(DEPENS_SANTE(-2))	-1.236072	0.208560	-5.926697	0.0000
D(INVEST)	0.212393	0.023696	8.963282	0.0000
CointEq(-1)*	-0.721508	0.095344	-7.567380	0.0000
R-squared	0.962367	Mean dependent var		0.203548
Adjusted R-squared	0.948682	S.D. dependent var		4.592413
S.E. of regression	1.040342	Akaike info criterion		3.154676
Sum squared resid	23.81084	Schwarz criterion		3.570995
Log likelihood	-39.89748	Hannan-Quinn criter.		3.290385
Durbin-Watson stat	2.587877			

Source : Eviews 12

3.3.2. Implications pour le développement durable

Au-delà des impacts immédiats sur la croissance économique, notre étude approfondit les implications des stratégies d'optimisation budgétaire au Mali pour le développement durable. Cette analyse, essentielle, évalue comment les choix budgétaires influencent les objectifs de durabilité sociale, économique, et environnementale à long terme.

Les investissements dans le capital humain, via d'importantes dépenses en éducation (coefficient de -0.319) et en santé (coefficient de 0.838), sont fondamentaux non seulement pour stimuler la croissance économique mais aussi pour favoriser une société équitable et résiliente. Ces dépenses représentent des investissements dans le potentiel productif et le bien-être de la population, cruciaux pour le développement durable.

L'étude souligne aussi l'importance d'une gestion de la dette prudente et durable. Les stratégies équilibrées d'endettement, qui évitent une accumulation excessive de dettes tout en finançant des investissements stratégiques (coefficient de -0.005 pour le ratio dette/PIB), sont essentielles pour maintenir la stabilité macroéconomique. Cette stabilité préserve les capacités d'investissement dans les secteurs clés pour le développement durable.

L'importance des dépenses gouvernementales dans les infrastructures (coefficient de 3.261 pour DEP_GOUV) et d'autres secteurs productifs est mise en évidence, révélant leur rôle dans la construction d'une économie durable. Ces investissements, en facilitant l'accès aux services essentiels et en soutenant l'innovation, sont nécessaires pour une croissance inclusive.

Ces implications pour le développement durable illustrent l'importance d'une gestion budgétaire qui intègre les dimensions de durabilité dans la prise de décisions, équilibrant les dépenses immédiates pour la croissance avec les investissements à long terme pour la durabilité.

En définitive, examiner les stratégies d'optimisation budgétaire sous l'angle du développement durable au Mali souligne la nécessité d'une approche holistique dans la gestion des finances publiques. Les choix budgétaires doivent viser la maximisation de la croissance à court terme tout en investissant dans le capital humain et en maintenant la soutenabilité de la dette pour assurer un avenir durable. Cette stratégie équilibrée est cruciale pour répondre aux défis du développement durable et bâtir une société résiliente et prospère pour les générations à venir.

Tableau 4 : Résultats de Long Terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.

DEP__GOUV	3.261860	1.550624	2.103579	0.0516
DEPEN_EDU	-0.319296	0.689877	-0.462830	0.6497
DEPENS_SANTE	0.838292	0.444331	1.886639	0.0775
DET_PIB	-0.005515	0.025316	-0.217843	0.8303
INVEST	0.466453	0.111733	4.174694	0.0007
C	-25.45110	13.14102	-1.936767	0.0706

$$EC = PIB - (3.2619 * DEP_GOUV - 0.3193 * DEPEN_EDU + 0.8383 * DEPENS_SANTE - 0.0055 * DET_PIB + 0.4665 * INVEST - 25.4511)$$

Source: EvIEWS 12

3.4. Résultats de l'analyse qualitative

La composante qualitative enrichit notre compréhension des stratégies d'optimisation budgétaire au Mali et de leur impact sur le développement durable, offrant un aperçu des perspectives profondes, des expériences vécues et des perceptions des acteurs clés en matière de politiques budgétaires (Creswell & Poth, 2018). En complément des analyses quantitatives, cette section vise à explorer les nuances et complexités sous-jacentes aux dynamiques économiques et sociales à travers un échantillon diversifié de 25 participants.

Pour mener à bien cette exploration qualitative, nous avons adopté une méthodologie d'entretiens semi-directifs, structurés pour refléter une variété représentative de points de vue sur les enjeux budgétaires et le développement durable (Patton, 2015). L'échantillonnage ciblé et la codification de notre étude se présentent comme suit :

Tableau 5 : Répartition et codification de l'échantillon pour l'Étude qualitative

Catégorie	Nombre de Participants	Codification de l'Échantillon
Chercheurs Économistes	6	CE1, CE2, CE3, CE4, CE5, CE6
Fonctionnaires de l'État	7	FE1, FE2, FE3, FE4, FE5, FE6, FE7
Citoyens	6	C1, C2, C3, C4, C5, C6
Partenaires Techniques	6	PT1, PT2, PT3, PT4, PT5, PT6

Source: Auteurs, 2024

L'analyse de contenu a été déployée pour traiter et interpréter les données recueillies, facilitant ainsi l'identification, le codage et la catégorisation des thèmes émergents (Schreier, 2012). Cette approche analytique a permis de distiller les perspectives diverses des participants en insights cohérents et significatifs, éclairant les multiples facettes de la gestion budgétaire et du développement durable au Mali.

L'intégration de la composante qualitative dans notre étude offre une perspective enrichie sur les stratégies d'optimisation budgétaire, mettant en évidence les expériences et attentes des différents acteurs impliqués. Ces insights qualitatifs servent de base solide pour des recommandations politiques nuancées et éclairées, contribuant de manière essentielle à notre compréhension globale des enjeux de développement durable au Mali.

3.4.1. Synthèse des Principaux Thèmes Identifiés

▪ Investissements dans le Capital Humain

Les participants ont souligné unanimement l'importance vitale des dépenses en éducation et santé. "L'éducation et la santé sont les fondements sur lesquels repose tout développement durable, cependant, force est de reconnaître qu'avec la diminution continue des allocations budgétaires à ce secteur, la qualité commence à en pâtir," a partagé CE3. Cette perspective est largement partagée parmi les chercheurs économistes, qui voient dans l'éducation et la santé non seulement des moyens d'améliorer la qualité de vie, mais aussi comme des investissements stratégiques essentiels pour la croissance économique à long terme. "Il y a lieu d'améliorer les dotations, surtout trouver un meilleur équilibre entre dépenses de fonctionnement et d'investissement à l'intérieur de ces secteurs, l'essentiel des ressources est alloué aux dépenses de personnel et de fonctionnement," a ajouté CE3. FE4, un fonctionnaire de l'État, renforce cette idée : "Sans un peuple bien éduqué et en bonne santé, nos efforts vers la croissance économique seraient vains. Il nous faut redéfinir nos priorités, si nous voulons un capital humain de qualité demain."

▪ Gestion de la Dette

La dette émerge comme un sujet de préoccupation, avec des perceptions variées sur la dette publique et les stratégies d'endettement. "La dette peut être un outil, mais si elle n'est pas gérée avec prudence, elle devient un fardeau pour l'avenir," exprime PT2, soulignant l'importance de stratégies d'endettement équilibrées. "Force est de reconnaître que le recours régulier du Mali au marché de l'UEMOA Titres pour lever des fonds, devient un handicap pour l'économie," ajoute-t-il, critiquant l'usage de la dette pour des besoins de fonctionnement plutôt que pour l'investissement. FE6 partage cette inquiétude : "Nous devons équilibrer nos besoins immédiats de financement avec la viabilité de notre dette à long terme. En 2026, la plupart des dettes du Mali vont arriver à maturité, et aujourd'hui l'essentiel du budget national est englouti par des dépenses sécuritaires."

▪ **Dépenses Gouvernementales dans les Infrastructures**

Les dépenses gouvernementales dans les infrastructures sont reconnues comme cruciales pour stimuler l'économie. "Les infrastructures sont le pilier sur lequel repose notre économie, mais avec la crise économique et sécuritaire, le Mali n'investit presque plus dans les infrastructures," déplore FE1. L'importance de ces investissements pour le développement durable est également mise en avant par C4 : "Des infrastructures solides permettent un développement qui bénéficie à tous, pas seulement à une élite. Les seules infrastructures bonnes dans le pays sont dans les grandes agglomérations et même là encore, il y a du travail."

▪ **Priorités Budgétaires et Défis**

La discussion sur les priorités budgétaires révèle une tension entre les dépenses courantes et les investissements à long terme. "Il est crucial de trouver un juste équilibre entre les dépenses immédiates et les investissements futurs," souligne CE1, illustrant le dilemme au cœur de la planification budgétaire. C2 exprime une préoccupation similaire : "Nous faisons face à des choix difficiles, nous sommes dans un contexte politique instable avec une transition politique qui s'éternise, et les tensions avec la communauté internationale, ne s'arrangent pas non plus. Dans ces conditions, chaque franc dépensé aujourd'hui pourrait nous manquer demain."

C8 insiste, "La tenue des élections, la nécessité d'aller au dialogue avec les groupes armés et terroristes pour stabiliser le pays, sont des prérequis essentiels pour que les investissements puissent atteindre l'ensemble du pays, y compris les zones du Nord, créant ainsi un environnement propice au développement durable et inclusif"

Ces citations directes des participants enrichissent notre compréhension des stratégies d'optimisation budgétaire et de leur impact sur le développement durable au Mali. Les perspectives des acteurs clés mettent en lumière les défis et les nuances économiques et sociales, offrant une base solide pour des recommandations politiques informées et nuancées.

3.4.2. Comparaison avec les résultats quantitatifs

Notre analyse combine des approches quantitatives et qualitatives pour examiner les stratégies d'optimisation budgétaire au Mali et leur impact sur le développement durable. L'analyse quantitative souligne l'importance des investissements dans le capital humain, révélant un impact positif de l'éducation et de la santé sur la croissance économique. Les données qualitatives corroborent ces résultats, soulignant la nécessité d'accroître les budgets dans ces domaines. Elles révèlent également des préoccupations sur la répartition des ressources, pointant vers une dominance des dépenses de fonctionnement au détriment des investissements.

Quant à la gestion de la dette, l'analyse quantitative indique les défis d'une stratégie d'endettement potentiellement insoutenable, tandis que les perspectives qualitatives expriment des inquiétudes sur l'utilisation de la dette pour financer des dépenses courantes. Cela souligne la nécessité d'une gestion prudente de la dette, équilibrant les besoins immédiats et les investissements productifs.

Les dépenses gouvernementales dans les infrastructures sont unanimement valorisées pour leur rôle dans la stimulation économique. Les discussions qualitatives appellent à augmenter les investissements dans les infrastructures pour soutenir une croissance durable, mettant en lumière un écart entre la reconnaissance de leur importance et les investissements réels.

L'analyse révèle également une tension entre les dépenses à court terme et les objectifs de développement à long terme, illustrée à la fois par les données quantitatives et qualitatives. Ce dilemme souligne les défis des décideurs, oscillant entre les besoins de sécurité immédiats et les investissements durables nécessaires.

Finalement, notre étude met en évidence la complexité des décisions budgétaires au Mali, enrichie par une approche mixte qui offre des insights nuancés sur les enjeux de développement durable. Les données qualitatives approfondissent les découvertes quantitatives, offrant des perspectives clés pour des recommandations politiques éclairées et adaptées au contexte malien.

3.5. Discussion des Résultats

3.5.1. Comparaison avec la Littérature

La discussion de nos résultats en conjonction avec la revue de la littérature existante révèle une riche tapisserie de perspectives sur les stratégies d'optimisation budgétaire et leur impact sur le développement durable au Mali. Cette confrontation avec les théories établies et les études empiriques précédentes nous permet non seulement de valider nos conclusions mais également de positionner notre recherche au cœur du dialogue académique et politique en cours.

Nos découvertes concernant l'importance cruciale des investissements dans le capital humain échoient fortement à la théorie du capital humain de Becker (1964), soulignant l'éducation et la santé comme catalyseurs de la croissance économique. Cette corrélation trouve un appui dans la littérature existante, y compris les travaux de Mankiw, Romer, et Weil (1992), qui attestent également de l'impact significatif de l'éducation sur le développement économique. De plus, notre analyse reflète les conclusions de Maïga et al. (2023), qui mettent en lumière la dynamique positive entre les politiques fiscales et la croissance, tout en soulignant la nécessité de distinguer entre dépenses productives et improductives pour maximiser l'efficacité des investissements en capital humain.

En matière de gestion de la dette, nos résultats résonnent avec les mises en garde de Reinhart et Rogoff (2010) contre les dangers d'un endettement excessif. Nos analyses suggèrent la nécessité d'une approche équilibrée et prudente, en ligne avec les recommandations de Sangare, Singare, et Mariko (2023) et Sissoko et al. (2023), qui préconisent une gestion de la dette attentive aux implications à long terme pour le développement économique. Cette perspective est renforcée par notre critique du recours répété aux marchés financiers pour le financement de l'État, soulignant les risques associés à des stratégies d'endettement non durables.

L'accent mis sur les dépenses gouvernementales dans les infrastructures complète la littérature sur leur rôle essentiel dans le soutien de l'activité économique et le développement durable, comme illustré par Calderón et Servén (2004). Nos découvertes appuient cette vue, tout en ajoutant une dimension critique quant à l'adéquation des niveaux actuels d'investissement avec les besoins de développement du Mali, une préoccupation partagée avec Lassana (2023) concernant le financement du capital humain.

Enfin, notre exploration des tensions entre les dépenses courantes et les investissements à long terme éclaire le débat sur l'équilibre budgétaire, écho à la littérature sur la discipline fiscale, telle que celle de Gupta et al. (2014). Cette discussion est contextualisée par les défis spécifiques au Mali, notamment en termes de gouvernance et de capacité institutionnelle, comme l'indiquent les travaux de Camara et Thera (2023) sur les marchés publics.

Notre étude enrichit donc la littérature existante en apportant une analyse critique et intégrée de la gestion des finances publiques au Mali. Elle met en lumière les complexités des interactions entre les politiques fiscales, la gestion de la dette, et les investissements en capital humain, soulignant leur impact sur la croissance économique et le développement durable (Becker, 1964 ; Mankiw, Romer, & Weil, 1992 ; Reinhart & Rogoff, 2010 ; Calderón & Servén, 2004 ; Gupta et al., 2014). En liant nos résultats aux défis sécuritaires et au besoin de développement socio-économique (Sissoko, 2023; Sissoko & Dembele, 2023), notre travail offre des perspectives nouvelles pour l'élaboration de politiques budgétaires efficaces, soulignant l'importance d'une approche holistique pour le développement durable au Mali.

3.5.2. Implications Pratiques et Théoriques

L'exploration des résultats de notre étude révèle des implications pratiques et théoriques importantes pour les stratégies d'optimisation budgétaire et le développement durable au Mali. Ces implications renforcent la nécessité d'adopter une approche holistique et nuancée dans la planification et la mise en œuvre des politiques budgétaires, tout en enrichissant le cadre conceptuel qui sous-tend la gestion des finances publiques et le développement économique.

Du point de vue pratique, notre analyse souligne l'urgence de prioriser les investissements dans le capital humain. La corrélation positive entre l'éducation, la santé et la croissance économique, mise en évidence par nos résultats et appuyée par la théorie du capital humain de Becker (1964), indique clairement que des investissements stratégiques dans ces domaines peuvent stimuler le développement socio-économique. Cette approche est conforme aux recommandations de Mankiw, Romer et Weil (1992), qui ont démontré l'impact de l'éducation sur la croissance dans leur modèle de croissance augmenté. Les décideurs doivent donc envisager d'augmenter les allocations budgétaires pour l'éducation et la santé, assurant ainsi un investissement durable dans le capital humain du Mali.

Concernant la gestion de la dette, nos découvertes appellent à une stratégie d'endettement plus prudente et durable. Les risques liés à un endettement excessif, soulignés par Reinhart et Rogoff (2010), exigent une gestion de la dette attentive aux implications à long terme. Cela implique une évaluation rigoureuse des conditions de marché et des implications politiques, comme suggéré par Fakaba et al. (2023), pour éviter les pièges d'un endettement insoutenable qui pourrait compromettre la stabilité financière future du Mali.

L'importance des dépenses gouvernementales dans les infrastructures comme catalyseur de développement économique est également mise en avant. La littérature, notamment celle de Calderón et Servén (2004), a établi l'impact positif des investissements en infrastructure sur la croissance économique. Nos résultats confirment cette relation et appellent à une augmentation des investissements dans les infrastructures essentielles pour stimuler l'économie malienne et promouvoir un développement inclusif.

Sur le plan théorique, notre étude contribue au débat académique en illustrant comment les tensions entre les dépenses courantes et les investissements à long terme reflètent les défis de maintenir un équilibre budgétaire tout en poursuivant des objectifs de développement durable. La nécessité d'une discipline fiscale, mise en évidence par les travaux de Gupta et al. (2014), est réaffirmée, soulignant l'importance de la viabilité à long terme des finances publiques pour le développement économique.

En somme, nos résultats offrent des indications précieuses pour la formulation de politiques budgétaires éclairées au Mali, soulignant la nécessité d'une allocation stratégique des ressources qui favorise la croissance économique durable et le bien-être social. De plus, en contextualisant nos découvertes dans le cadre théorique existant, notre étude enrichit la compréhension des dynamiques sous-jacentes à l'optimisation budgétaire et au développement durable, offrant ainsi une base solide pour de futures recherches dans ce domaine.

3.5.3 Limites de l'Étude

Notre étude sur les stratégies d'optimisation budgétaire au Mali et leur impact sur le développement durable présente des limites importantes qui méritent d'être soulignées. Premièrement, la qualité et la disponibilité des données, un défi courant dans les études sur les pays en développement, peuvent affecter la précision de nos analyses quantitatives (Devarajan, Swaroop, & Zou, 1996). Deuxièmement, bien que l'approche centrée sur le Mali offre des insights précis, elle restreint la généralisabilité des résultats à d'autres contextes sans analyses comparatives (Bates, 1995). Troisièmement, la taille et la composition de notre échantillon qualitatif, bien qu'intentionnellement diversifié, pourraient ne pas refléter toutes les perspectives pertinentes (Patton, 2015).

Enfin, notre utilisation de modèles économiques pour interpréter la complexité des défis budgétaires peut simplifier outre mesure la réalité, ne capturant pas intégralement les interactions dynamiques entre les variables (Stern, 2011). Ces limites indiquent clairement le besoin de recherches futures pour élargir la portée de l'analyse, améliorer les méthodologies de collecte de données, et intégrer une variété plus large de perspectives pour enrichir notre compréhension des politiques budgétaires efficaces pour le développement durable.

4. CONCLUSION

Notre étude visait à explorer les stratégies d'optimisation budgétaire au Mali et leur impact sur le développement durable, en se fondant sur des cadres théoriques pertinents et une analyse empirique rigoureuse. À travers une méthodologie mixte combinant analyses quantitative et qualitative, nous avons examiné les dynamiques entre les dépenses publiques, la gestion de la dette, les investissements en capital humain, et leur influence sur la croissance économique et le développement socio-économique du Mali.

Nos principales découvertes confirment plusieurs de nos hypothèses initiales. Conformément à H1, nous avons constaté que privilégier les dépenses productives sur les dépenses improductives est associé à une amélioration significative de la croissance économique du Mali, en écho à la théorie de Barro (1990) et aux analyses de Maïga et al. (2023). La vérification de H2 a révélé qu'une stratégie d'endettement axée sur les titres obligataires favorise la stabilité et la croissance économiques à long terme, s'alignant sur les perspectives de Reinhart et Rogoff (2009) et les observations de Sissoko et al. (2023). L'hypothèse H3 a été validée par notre constatation que d'importants investissements dans le capital humain, en particulier dans l'éducation et la santé, augmentent considérablement la productivité et le développement socio-économique, résonnant avec la théorie du capital humain de Becker (1964) et les résultats de Lassana (2023).

Toutefois, notre analyse a également rencontré des complexités qui nuancent certaines de nos hypothèses. Bien que H4 ait trouvé un certain soutien dans l'équilibre entre les dépenses de sécurité et les investissements dans le développement socio-économique, la mise en œuvre pratique et les impacts directs sur la stabilité et le développement durable restent contestés, soulignant l'importance d'une approche équilibrée, comme discuté par Collier et Hoeffler (2004) et Sissoko & al. (2023). H5 et H6 ont souligné la sensibilité du Mali aux sanctions économiques de la CEDEAO et l'importance d'un équilibre budgétaire efficace, mais ont également mis en évidence la nécessité de stratégies d'ajustement et d'innovation politiques pour naviguer dans ces défis complexes.

Les implications de nos résultats sont vastes, suggérant une réévaluation des priorités budgétaires au Mali pour favoriser un développement plus durable et inclusif. Cependant, notre étude reconnaît ses limites, notamment en termes de généralisabilité des résultats et de la précision des données disponibles, qui appellent à des recherches futures pour explorer ces dynamiques dans d'autres contextes et avec des méthodologies améliorées.

En conclusion, bien que notre recherche valide en grande partie les hypothèses posées, elle met en lumière la complexité des stratégies d'optimisation budgétaire et leur impact sur le développement durable au Mali. Elle offre une contribution significative à la littérature existante et établit un fondement solide pour les recherches futures visant à éclairer les politiques budgétaires dans les pays en développement.

Références

- [1] Alesina, A., & Perotti, R. (1997). Fiscal adjustments in OECD countries: composition and macroeconomic effects. *Staff Papers*, 44(2), 210-248.
- [2] Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of political economy*, 98(5, Part 2), S103-S125.
- [3] Becker, G. (1964). The complementary-needs hypothesis, authoritarianism, dominance, and other Edwards Personal Preference Schedule scores. *Journal of Personality*.
- [4] CAMARA, O., & THERA, S. (2023). Les procédures des passations des marchés publics au Mali: la non-maîtrise des procédures et le manque de transparence. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(8).
- [5] Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford economic papers*, 56(4), 563-595.
- [6] Creswell, J. W. (2014). *Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approaches* (4th ed.). Thousand Oaks, CA: SAGE Publications.
- [7] DIAWARA, D. G. (2023). Capital humain et croissance économique du Mali. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(4).
- [8] FMI No, R. (2023). CONSULTATIONS DE 2023 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — COMMUNIQUÉ DE PRESSE; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ET DÉCLARATION DE L'ADMINISTREUR POUR LE MALI. Une.
- [9] Hufbauer, G.C., Schott, J.J., Elliott, K.A., & Oegg, B. (2007). *Economic Sanctions Reconsidered*, 3rd edition. Washington, DC: Peterson Institute for International Economics.
- [10] Kalifa, D. A. O., TRAORE, M., Boubacar, S. Y., & Amadou, D. O. L. O. (2023). IMPACT DES RECETTES TOURISTIQUES SUR LE DEVELOPPEMENT DU MALI. *Journal of Economics, Finance and Management (JEFM)*, 2(2), 116-134.
- [11] Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2009). Governance matters VIII: aggregate and individual governance indicators, 1996-2008. *World bank policy research working paper*, (4978).
- [12] Kizyma, T., Lobodina, Z., HORYN, V., & KIZYMA, A. (2023). Behavioral Finance As A Methodological Concept Of Public Finance Research In Ukraine. *World of finance*, 4 (73), 08-21.
- [13] Krippendorff, K. (2018). *Content analysis: An introduction to its methodology*. Sage publications.

- [14] Lassana, T. (2023). FINANCEMENT DU CAPITAL HUMAIN DANS LES PAYS DE L'UEMOA: ANALYSE EN DONNEES DE PANEL DE L'IMPACT DES SOURCES DE DEPENSES DE L'EDUCATION ET LA SANTE. *Revue Economie et société*, 2(2), 49-62.
- [15] Maïga, A., Bamba, A., Keïta, S., Traoré, S. S. L., & Mouleye, I. S. (2023). Effets de la Politique Fiscale Sur la Croissance Économique du Mali. *ESI Preprints*, 14, 397-397.
- [16] Mandimboisa, R. (2024). La Banque mondiale annonce un ralentissement aggravé dans les pays pauvres–Madagascar–*Tribune. com*.
- [17] Moroz, I. (2021). Logos of external public debt: ontological and epistemological aspects. *Ekonomichnyy analiz*, 31(2), 114-125.
- [18] Pesaran, M. H., Shin, Y., & Smith, R. J. (2001). Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. *Journal of Applied Econometrics*, 16(3), 289-326
- [19] Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a Time of Debt. *American economic review*, 100(2), 573-578.
- [20] République du Mali, Loi de Finance du Mali, 2024
- [21] SAMAKE, I. (2023). ANALYSE SYSTEMIQUE DU SYSTEME DE CONTROLE DES FINANCES PUBLIQUES AU MALI. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(6).
- [22] Sen, A. (1999). La possibilité du choix social [Conférence Nobel]. *Revue de l'OFCE*, 70(1), 7-61.
- [23] SISSOKO, E. F. (2023). LES DYNAMIQUES DU SECTEUR PRIVÉ MALIEN: Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 6(4).
- [24] Sissoko, E. F., & DEMBELE, K. (2023). Analyse des conséquences des sanctions économiques de la CEDEAO en 2022: Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 4(12).
- [25] SISSOKO, E. F., DEMBELE, K., MAIGA, A., & TANGARA, T. (2024). Défis et Perspectives: Comprendre le Labyrinthe du Chômage au Mali (1991-2022). *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(2), 317-335.
- [26] SISSOKO, E. F., DIAWARA, D. S., BALLO, I., TRAORE, A. O., & DEMBELE, K. (2023). ENTRE INSTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT: Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la Croissance économique au Mali (2011-2023). *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 7(4).
- [27] SISSOKO, E. F., GUINDO, L. A., & TRAORE, A. L. (2024). L'économie post-CEDEAO: Défis et opportunités pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(1), 289-307.
- [28] SISSOKO, E. F., GUINDO, L., Madiouma, K. O. N. E., & TRAORE, A. L. (2024). SÉCURITÉ OU DÉVELOPPEMENT?: Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale. *Revue Française d'Economie et de Gestion*, 5(1).
- [29] Stiglitz, J. E., Walsh, C. E., Lafay, J. D., & Mayer, F. (2000). *Principes d'économie moderne*. De Boeck Université.
- [30] Tylchuk, V., Matselyk, T., Hryshchuk, V., Lomakina, O., Sydor, M., & Leheza, Y. (2023). Administrative and legal regulation of public financial activity.

Annexes :

Tableau 6 : Matrice des Corrélations

	pib	depen_edu	Depens_sante	invest	dep_gouv	det_pib
pib	1.0000					
depen_edu	-0.1963	1.0000				
depens_sante	-0.1561	0.5388	1.0000			
invest	0.3944	-0.1728	-0.2083	1.0000		
dep_gouv	0.5619	-0.1042	-0.0420	0.2390	1.0000	
det_pib	-0.0841	0.4284	0.2140	-0.0342	-0.0266	1.0000

Source : STATA 18

Tableau 7 : Résultats de Bound test

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

F-Bounds Test

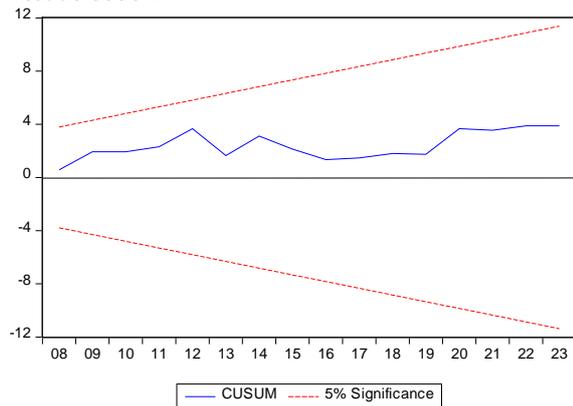
Null Hypothesis: No levels relationship

Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	5.949635	10%	2.08	3
k	5	5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15

Source : Eviews 12

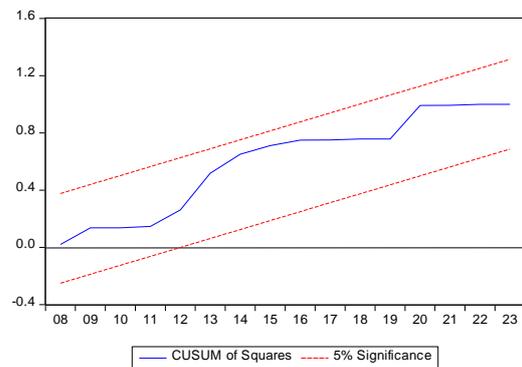
Figure 1 : Tests de stabilité

Test de CUSUM



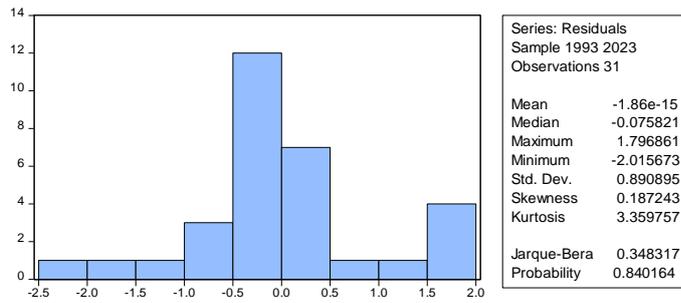
Source : Eviews 12

Figure 2 : Test de CUSUM of Squares



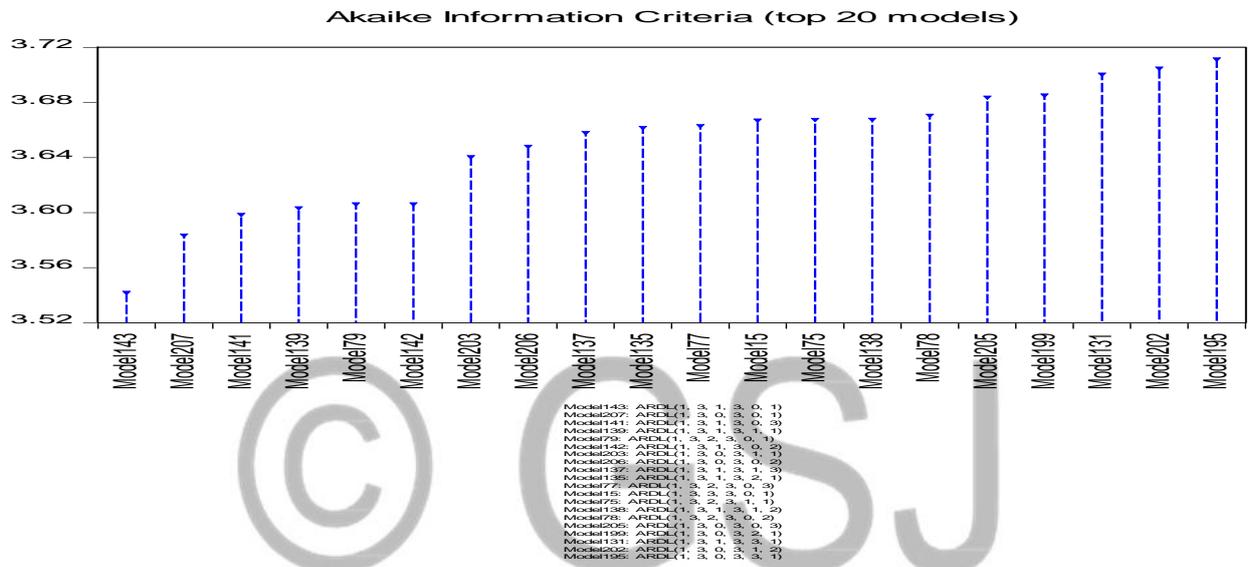
Source : Eviews 12

Figure 3 : Residuals diagnostic



Source : Eviews 12

Figure 4 : Critère (AIC)



Source : Eviews 12

Tableau 8 : Correlogram of residuals

Date: 03/21/24 Time: 17:14

Sample (adjusted): 1993 2023

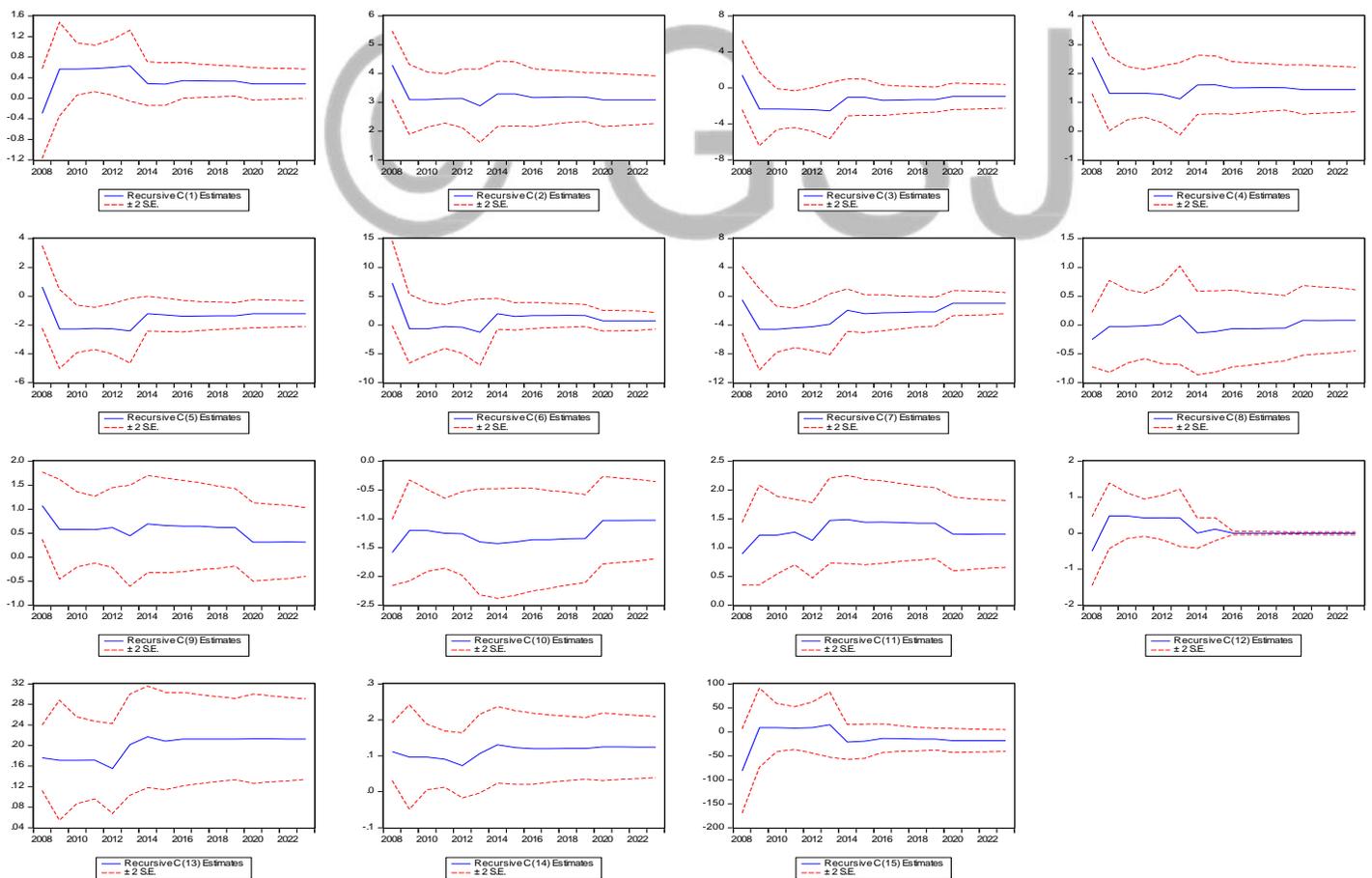
Q-statistic probabilities adjusted for 1 dynamic regressor

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob*	
		1	-0.301	-0.301	3.0888	0.079
		2	0.278	0.206	5.8143	0.055
		3	-0.310	-0.209	9.3339	0.025
		4	-0.021	-0.226	9.3508	0.053
		5	-0.164	-0.136	10.411	0.064
		6	0.005	-0.099	10.412	0.108
		7	-0.174	-0.282	11.706	0.111
		8	0.142	-0.066	12.598	0.126
		9	-0.141	-0.181	13.527	0.140
		10	0.089	-0.251	13.915	0.177
		11	-0.002	-0.125	13.915	0.238
		12	0.216	0.095	16.426	0.173
		13	-0.029	-0.081	16.474	0.224
		14	0.189	0.070	18.629	0.180
		15	-0.188	-0.008	20.887	0.140
		16	0.087	0.010	21.402	0.164

*Probabilities may not be valid for this equation specification.

Source : Eviews 12

Figure 5 : Test de stabilité



Source : Stata 18